

communication sont si perfectionnées, ce ne devrait pas être trop difficile de remédier à cette situation. Je suis sûr que chacun de nous serait heureux de réduire son budget au temps des élections pour pouvoir transmettre à nos représentants dans les ambassades les renseignements qu'il leur faut pour qu'ils puissent prendre une décision quant au choix de leurs candidats. J'espère que le ministre ne tardera pas à mettre au point des modifications à la loi sur les élections en vue de l'adoption de cette réforme.

• (8.50 p.m.)

Ensuite, le ministre a récemment ajouté son nom à une réponse à une requête tendant à obtenir la modeste somme de \$35,000 pour l'Institut canadien de recherches sur la paix afin de lui permettre d'établir un système de précis de recherches sur la paix. Je crois savoir que l'UNESCO y a souscrit la somme de \$6,000. Il est certain qu'en regard de notre énorme budget de défense et de nos autres budgets, le ministre aurait pu acquiescer gracieusement à la modeste requête de ce groupe très digne. Je regrette qu'il n'ait pas jugé bon de le faire.

On nous a beaucoup parlé du Vietnam, et avec raison. Je n'ajouterai pas grand-chose à ce que le pays sait déjà au sujet de cette guerre tragique, si ce n'est de dire que je suis d'accord avec le député de Queens (M. Macquarrie) lorsqu'il déclare qu'il est extrêmement facile pour nous, au Canada, de critiquer. Il me semble vraiment que les chances de succès de la demande du président Johnson au Conseil de sécurité auraient été bien meilleures s'il avait été capable de maintenir la trêve quant au bombardement du Vietnam du Nord jusqu'à ce que lui-même ou son ambassadeur présente cette demande. Il n'est pas nécessaire d'être bien savant pour y penser, mais je le dis quand même pour ce que cela vaut.

Une des choses qui m'ont un peu préoccupé au sujet de nos amis américains et de leurs débats à ce sujet, c'est que, jusqu'à récemment, c'était considéré presque comme un «acte de trahison»—je mets ces mots entre guillemets de propos délibéré—de s'opposer aux vues du président. Cela me reporte à l'époque de la Seconde Guerre mondiale alors qu'en Grande-Bretagne, même s'il dirigeait un gouvernement de coalition, sir Winston Churchill avait insisté pour que le Parlement continue de critiquer la continuation de la guerre et la politique étrangère qui en résultait. Je ne saurais dire s'il insistait de bonne grâce, mais il insistait. Je pense que c'est agréable pour les amis des États-Unis de voir qu'il est possible pour les distingués sénateurs de différer d'opinion. Il n'y a pas si longtemps, le seul

dissentiment qu'un bon nombre d'entre nous pouvaient discerner, c'était les marches de la paix, si louables fussent-elles, et les éditoriaux du *Times* de New York, de même que les commentaires de ce grand pontife qu'est Walter Lippman.

Il est bon de voir que le président du comité des relations étrangères du Sénat américain, et d'autres sénateurs, ont adopté une attitude indépendante à l'égard d'une question sans doute très grave pour nos amis américains.

Les Canadiens diffèrent d'opinion au sujet de la Rhodésie. Je partage les opinions au sujet du voyage à Lagos de notre premier ministre, de l'inquiétude au sujet du séjour de notre premier ministre à Lagos et du fait d'être accompagné à l'avion par le premier ministre de ce pays, qui devait être exécuté quelques heures après le départ de notre premier ministre. Je suppose qu'aucun des événements récents n'a été un plus grand réconfort pour M. Ian Smith que ce qui s'est passé en Nigéria. Il y a quelques années, j'avais l'honneur de visiter la Rhodésie et de rencontrer et d'admirer, comme nous le faisons tous, M. Garfield Todd.

J'invoque souvent cette époque et je me demande si ceux qui étaient en Afrique il y a 5 ou 10 ans auraient pu s'imaginer, par exemple, que le Kenya deviendrait un modèle de l'évolution coloniale et qu'il en serait autrement de la Rhodésie. Je veux simplement signaler ce fait. L'un de ceux qui étaient en Afrique avec moi, M. Edward Heath, est maintenant chef du parti conservateur en Grande-Bretagne. Je me souviens particulièrement d'un homme qui avait prétendu que si le gouverneur le nommait colonel et lui confiait le soin de mettre une armée sur pied, il résoudreait le problème rhodésien. M. Heath lui avait aussitôt demandé: «Quelle serait la couleur des chemises que vos hommes porteraient?»

Je crois que lorsque nous critiquons les opinions de nos amis américains au sujet des problèmes mondiaux, nous devrions aussi faire l'éloge de la résolution présentée par le sénateur John Pastore au Sénat des États-Unis et visant à restreindre la prolifération des armes atomiques. Je crois que le Canada devrait appuyer des attitudes positives de ce genre adoptées aux États-Unis.

Je veux seulement donner lecture à la Chambre de deux objectifs principaux qui ont inspiré la résolution du sénateur Pastore. Les voici:

Une disposition qui exigerait des États ne possédant pas d'armes nucléaires d'accepter des mesures de sauvegarde internationales visant toutes les activités nucléaires; une disposition qui exigerait aussi des États qui possèdent des armes nucléaires de ne transférer à aucune autre nation, pour fins pacifiques, des matières nucléaires, sauf sous réserve de mesures de sauvegarde internationales.